

Annuaire Eurostat 2004

Le guide statistique de l'Europe

Données 1992-2002

Chapitre 5



COMMISSION
EUROPÉENNE



THEME 1
Statistiques
générales

1

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

**Un nouveau numéro unique gratuit:
00 800 6 7 8 9 10 11**

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur suivant: <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/>

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004

ISBN 92-894-4964-0

ISSN 1560-490X

© Communautés européennes, 2004

REMERCIEMENTS

Les auteurs de *l'Annuaire Eurostat 2004* adressent leurs remerciements à tous ceux qui ont contribué à sa réalisation. L'annuaire a pu être publié grâce à l'assistance et au soutien des collègues suivants:

EUROSTAT, OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Unité A5 — Information et diffusion

M. Copers, V. Guillemet, A. Johansson-Augier, G. Kyj, M. Radulescu,
avec l'assistance et le soutien des directions suivantes d'Eurostat:

Direction B — Méthodologies et outils statistiques

B1 Coordination méthodologique (*M. Hahn, M. Léonard, M. Mietzner, L. Sproge, H. Strandell*)
B2 Gestion informatique — Systèmes d'information (*V. Dreux*)
B4 Bases de données de référence (*D. Groenez, M. Loos, S. Paganoni, A. Pasqui, O. Stembert*)
B5 Recherche (*S. Frank, G. Strack*)

Direction C — Statistiques économiques et monétaires

C2 Comptes économiques (*J.-P. Arnotte, R. Barcellan, I. Kuhnert*)
C3 Finances publiques et fiscalité (*G. Amerini, P. Borges, G. Thouvenin*)
C4 Balance des paiements (*L. Biedma, D. Comini, P. Passerini*)
C5 Prix (*L. Viglino*)

Direction D — Statistiques du marché intérieur, emploi et affaires sociales

D1 Marché du travail (*A. Franco Lopez, W. Grünwald, A. Paternoster, A. Persenaire*)
D2 Conditions de vie et protection sociale (*G. Abramovici, I. Dennis, A. Melis, J. Piirto*)
D3 Entreprises (*P. Feuvrier, M. Hult*)
D4 Énergie et transports (*A. Gikas, H. Strelow*)
D5 Éducation et culture (*B. Andrén, E. Kailis, K. Nestler*)
D6 Santé et sécurité alimentaire (*B. De Norre, D. Dupré, A. Karjalainen*)
D7 Société de l'information et services (*M. Lumio, H.-W. Schmidt*)

Direction E — Statistiques sur l'agriculture, la pêche, les Fonds structurels et l'environnement

E1 Statistiques structurelles, agriculture (*K. Duchateau*)
E2 Statistiques sur les produits agricoles (*G. Mahon*)
E3 Pêche, développement rural et forêt (*P. Boday, D. Cross*)
E4 Fonds structurels (*T. Carlquist*)
E5 Environnement et développement durable (*C. Garland, J. Klein, P. Wolff*)

Direction F — Statistiques des relations extérieures

F1 Démographie, migration (*F. Bovagnet, D. Thorogood*)
F2 Commerce international (*A. Berthomieu, C. Corsini*)

AELE (*R. Ragnarson*)

Géonomenclature (*E. Jouangrand*)

TRADUCTION

Direction générale de la traduction de la Commission européenne, Luxembourg

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Les statisticiens au service de l'Europe

Le service d'Eurostat	9	Au-devant de la scène: le développement durable	25	1
L'Union européenne dans le contexte global	15			

Les Européens

La population	39	Le marché du travail	85	2
La santé	57	Les ménages et l'aide sociale	93	
L'éducation et la formation	73			

L'économie

Les comptes nationaux	117	La balance des paiements	149	3
Les prix et les salaires	137	Le commerce international de biens .	161	

L'environnement

L'environnement	167			4
---------------------------	-----	--	--	----------

Les sciences et les technologies

La recherche et le développement . .	181			5
La société de l'information	189			

Les secteurs d'activité et les entreprises

Les structures des entreprises en un coup d'œil	199	Les marchés financiers	207	6
L'industrie et le bâtiment	203	Les transports	211	
Le commerce	205	Le tourisme	219	
		L'énergie	223	

L'agriculture, la sylviculture et la pêche

L'agriculture	233	La pêche	247	7
La sylviculture	245			

Annexes

Glossaire	253	Nomenclature des marchandises, CTCI rév. 3	271	8
Géonomenclature 2004	268	Abréviations et acronymes	273	
Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne, NACE rév. 1.1 .	270	Instructions pour l'utilisation du CD-ROM .	280	

L'annuaire Eurostat est un produit combiné

L'annuaire Eurostat 2004 est un produit combiné composé d'un livre et d'un CD-ROM. Le CD-ROM contient l'ensemble des informations statistiques de l'annuaire Eurostat 2004, dont une sélection est présentée dans le livre.

Le CD-ROM est trilingue (allemand, anglais, français). Il contient:

- les fichiers PDF de la version papier;
- plus de 1 000 tableaux statistiques et graphiques. Toutes les données peuvent être aisément extraites des tableaux. Les graphiques peuvent être générés de façon dynamique selon les souhaits du lecteur;
- toutes les informations statistiques générales concernant «Sur le devant de la scène: le développement durable»;
- des liens vers le site internet d'Eurostat pour trouver davantage d'informations, par exemple sur d'autres publications, ou des données plus récentes. Sur son site web, Eurostat fournit un éventail d'informations statistiques qui peuvent être consultées en ligne ou téléchargées gratuitement.

L'annuaire Eurostat est facile à utiliser

- Les textes introductifs des différentes sections expliquent les principales caractéristiques et la pertinence des informations présentées et donnent une idée des autres données sur le sujet disponibles à Eurostat.
- Le glossaire clarifie les termes et concepts statistiques utilisés.
- Les abréviations et acronymes utilisés sont explicités dans l'encart inséré dans l'annuaire.

Date d'extraction des données

Les données statistiques présentées dans cet annuaire ont été extraites le 10 mai 2004 et représentent toutes celles qui étaient disponibles à ce moment.

Ordre et codes des pays

Dans l'annuaire Eurostat, les États membres de l'UE sont classés dans l'ordre protocolaire. Il s'agit de l'ordre alphabétique des noms des pays dans leurs langues respectives.

Dans l'annuaire, les pays sont généralement identifiés par la désignation officielle la plus courte. Si des codes sont utilisés, ce sont les codes ISO à deux chiffres; dans le cas de la Grèce et du Royaume-Uni, ces codes sont, respectivement, EL et UK.

Une liste complète des codes ISO peut être consultée à l'adresse suivante:

<http://www.iso.org/iso/en/prods-services/iso3166ma/index.html>

Symboles et codes

- non applicable ou zéro réel ou zéro par défaut
- 0 moins de la moitié de l'unité utilisée
- : non disponible
- p valeur provisoire
- e valeur estimée
- s estimation d'Eurostat
- r valeur révisée
- f prévision
- u donnée peu fiable ou incertaine (voir textes explicatifs)
- :u donnée extrêmement peu fiable
- :c confidentiel
- :n non significatif
- b rupture de série (voir textes explicatifs)
- i voir note en bas de page

€ zone représente zone euro. «€ zone», qui n'est pas un symbole officiel, est utilisé ici pour des raisons pratiques.



Les sciences et les technologies

La recherche et le développement 181-188

La société de l'information 189-196

5

La recherche et le développement

Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Innovation
- Ressources humaines dans les sciences et technologies
- Demandes de brevet auprès de l'Office européen des brevets
- Brevets accordés par le United States Patent and Trademark Office
- Dépenses de R & D
- R & D sur les crédits budgétaires publics de recherche et de développement
- Personnel de R & D scientifique et technique
- Emploi dans les secteurs de la haute technologie

Recherche et développement: un moteur de croissance

La recherche et le développement (R & D) sont des moteurs de la croissance économique, de la création d'emplois, de l'innovation en matière de nouveaux produits et de l'amélioration de la qualité des produits en général, ainsi que de l'amélioration des soins de santé et de la protection de l'environnement. Lors du sommet de Lisbonne en mars 2000, le Conseil européen a fixé un objectif stratégique clair pour l'Europe pour la prochaine décennie: faire de l'Union européenne l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde.

Eurostat soutient cet objectif ambitieux en fournissant des informations statistiques fiables et pertinentes sur la R & D et l'innovation ainsi que sur la science et la technologie. Eurostat calcule un certain nombre d'indicateurs et fournit des données permettant des études analytiques approfondies. La plupart des indicateurs sont calculés annuellement et sont disponibles aux niveaux national et régional (niveau NUTS 2 pour la plupart des pays). Selon l'indicateur, on dispose de données non seulement pour les États membres de l'Union européenne, mais également pour d'autres pays membres de l'Espace économique européen, pour les pays candidats, pour le Japon ou les États-Unis.

Investissements dans la R & D

Pour la plupart, les données sur les dépenses et le personnel de R & D ainsi que sur les crédits budgétaires publics de recherche et de développement (CBPRD) sont collectées auprès des instituts nationaux de la statistique.

L'indicateur des dépenses de R & D est un «indicateur prioritaire» de l'effort consacré à la R & D. Les «dépenses intra-muros», c'est-à-dire toutes les dépenses de R & D effectuées au sein d'une unité statistique ou d'un secteur de l'économie, constituent la mesure de base, quelle que soit la source de financement. Parmi les indicateurs disponibles, celui de l'intensité de R & D (c'est-à-dire les dépenses de R & D exprimées en pourcentage du PIB) est particulièrement conseillé pour les comparaisons internationales, et il est très important pour comparer les efforts consacrés à la R & D par différents pays.

Si l'intensité de R & D dans l'EU-15 a eu tendance à diminuer au cours des années 90, elle



s'est stabilisée vers la fin de la décennie. Comparativement aux États-Unis et au Japon, l'UE est à la traîne, mais cela tient essentiellement aux différences constatées dans le secteur des entreprises commerciales. Dans l'UE, l'intensité de R & D est la plus forte en Finlande et en Suède qui font mieux que les pays où les dépenses de R & D sont les plus élevées en termes de volume (Allemagne, France et Royaume-Uni). Le Portugal, le Danemark et l'Irlande ont les taux les plus élevés de croissance réelle des dépenses de R & D.

En ce qui concerne les ressources humaines, les données sur le personnel de R & D (scientifique et technique) fournissent des indicateurs permettant de faire des comparaisons internationales utiles quant aux ressources consacrées à la R & D. Pour les besoins statistiques, les indicateurs sur le personnel de R & D sont calculés en termes de personnes, c'est-à-dire sous forme de dénombrement des effectifs, en équivalents temps plein (ETP) ou en personnes-années, et par sexe. Au niveau de l'UE, le personnel de R & D, exprimé en dénombrement des effectifs proportionnellement à la population active, a connu une légère augmentation au cours de la dernière décennie, notamment dans les pays nordiques.

Les CBPRD sont les montants que les pouvoirs publics affectent aux activités de R & D. Les comparaisons entre CBPRD des différents pays donnent une idée de l'importance relative donnée à la R & D financée par les pouvoirs publics. Les statistiques de CBPRD complètent les chiffres ex post sur les dépenses brutes de recherche et de développement (DBRD) «financées par les pouvoirs publics» et, après ventilation par objectif socio-économique, font ressortir les domaines que les pouvoirs publics considèrent comme importants pour leurs initiatives actuelles et futures. Pour ce qui est de la valeur des CBPRD par rapport au PIB, le Japon a comblé une partie considérable de son retard sur l'UE et les États-Unis depuis la fin des années 80. Les données montrent que les efforts consacrés par les pouvoirs publics aux activités de R & D sont convergents.

Résultats de la R & D

Les brevets reflètent une partie de l'activité inventive d'un pays et montrent sa capacité à exploiter les connaissances et à les transformer en gains économiques potentiels. Dans ce contexte, les indicateurs fondés sur les statistiques relatives aux brevets sont largement uti-

lisés pour mesurer les résultats de la R & D et servent à évaluer les performances inventives des pays, régions ou industries. Les données sur les brevets publiées dans l'Annuaire Eurostat sont fournies par l'Office européen des brevets (OEB) et le Patent and Trademark Office des États-Unis (USPTO).

Les données fournies par l'OEB concernent les demandes de brevets déposées en vertu de la convention sur le brevet européen ou du traité de coopération en matière de brevet et enregistrées par l'Office européen des brevets. Même si toutes les demandes de brevets ne sont pas couronnées de succès, chacune d'elles n'en représente pas moins un effort technique de la part de l'inventeur et, de ce fait, est considérée comme un indicateur approprié du potentiel d'innovation. En valeurs absolues, c'est l'Allemagne qui a déposé le plus grand nombre de brevets à l'OEB. En termes relatifs, le pays qui a introduit le plus grand nombre de demandes de brevets par million d'habitants est la Suède, suivie par la Finlande. Ces deux pays arrivent également en tête pour les brevets de haute technologie et sont très spécialisés dans le domaine de la technologie des communications.

Ressources humaines

L'importance des secteurs de haute technologie a considérablement augmenté au cours des dernières années, ce qui a eu un impact considérable sur la structure et l'organisation de l'emploi en Europe. Pour pouvoir analyser les secteurs à forte concentration de connaissances et de technologie, Eurostat collecte des données sur l'emploi dans les secteurs manufacturiers de haute technologie et de moyenne-haute technologie auprès des services à forte concentration de connaissances, dans les secteurs des services de haute technologie, dans d'autres sous-secteurs et des secteurs de référence (pour les définitions, voir «Secteurs de haute technologie» dans le glossaire).

Les données sur l'emploi dans les secteurs de haute technologie et les indicateurs dérivés sont obtenus à partir des données provenant de l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT). Les données sont disponibles aux niveaux national et régional. En Europe, des régions du Royaume-Uni et la Finlande présentent un taux élevé d'emploi dans le domaine de la haute technologie et de la moyenne-haute technologie. Dans le secteur des services, la Grèce s'avère être l'un des pays les plus dynamiques en ce qui concerne l'emploi dans les autres services à forte concentration de connaissances.



Chercheurs

Équivalent temps plein, tous secteurs institutionnels

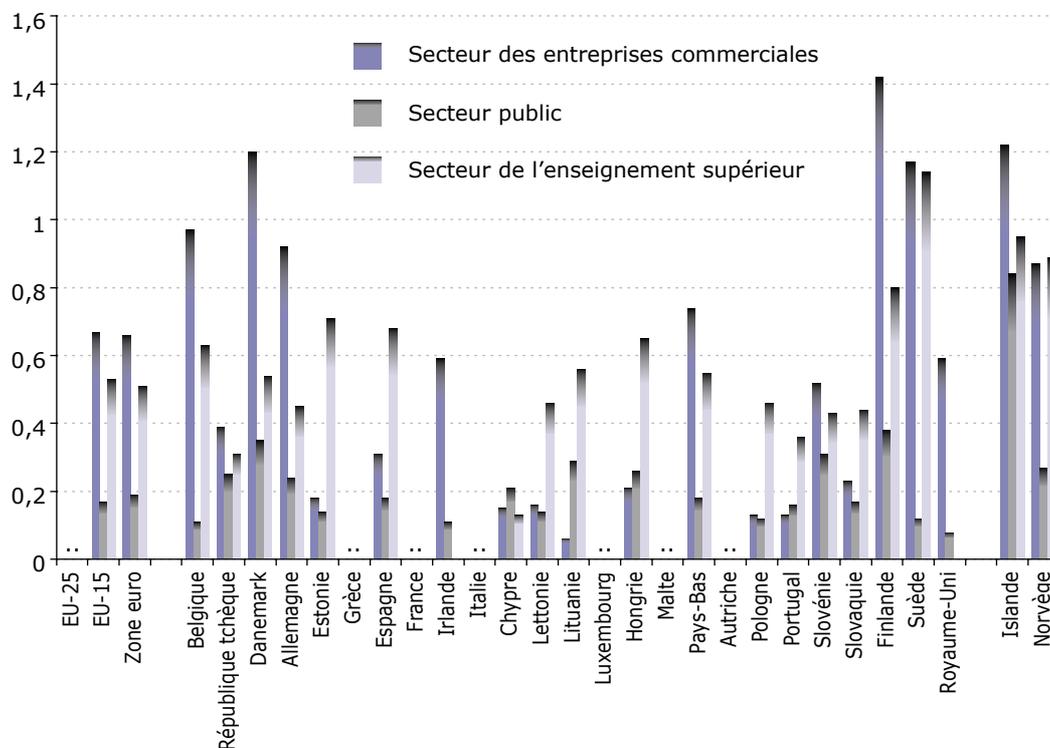
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EU-15	739 390(s)	774 743(s)	787 066(s)	814 410(s)	830 565(s)	845 212(s)	851 627(s)	886 053(s)	923 459(s)	954 675(s)	981 209(s)
Zone euro	570 163(s)	598 294(s)	603 738(s)	621 713(s)	628 571(s)	647 304(s)	650 556(s)	671 083(s)	704 824(s)	741 723(s)	763 369(s)
Belgique	18 104(s)	:	20 839(e)	22 773(e)	23 491(e)	24 477(e)	25 579(e)	28 149(e)	30 219(e)	30 395(er)	32 298(er)
République tchèque	:	20 084(i)	13 627(i)	13 325(i)	11 935(b)	12 963(i)	12 580(i)	12 566(i)	13 535(i)	13 852	14 987
Danemark	12 049	:	13 611	:	15 955	16 699(bi)	17 511(i)	:	18 439	:	19 453
Allemagne	241 869(b)	:	229 839	:	231 128(e)	:	235 791	237 712	255 261(e)	257 874(e)	259 597(e)
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	2 978	3 002	2 666	2 631
Grèce	6 230	:	8 015	:	9 706	:	10 964(r)	:	14 828(i)	:	:
Espagne	40 641	41 687	43 368	47 868	47 344	51 632	53 883	60 269	61 568	76 670(e)	80 081
France	112 993(b)	142 198	145 824	148 638	149 824	152 533	152 740	155 006	:	170 628(r)	177 374
Irlande	5 137(s)	5 561(s)	6 425(s)	:	:	:	:	:	8 217(e)	8 516	:
Italie	7 5238	74 422	74 434	75 722	75 536	76 441	:	64 230	64 886	66 110	:
Chypre	135(i)	147(i)	:	:	:	:	:	236	278	303	333
Lettonie	:	:	3 999	3 010	3 072	2 839	2 610	2 557	2 626	3 814(r)	3 497
Lituanie	:	:	:	:	:	7 532	7 800	8 436	7 777	8 075	:
Luxembourg	:	:	:	:	:	:	:	:	:	1 625	:
Hongrie	14 471	12 311	11 818	11 752	10 499	10 408(i)	11 154(i)	11 731(i)	12 579(i)	14 406(i)	14 666(i)
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas	:	:	32 200(b)	34 200	34 038	34 012	38 055(i)	39 081(i)	40 640	41 896	45 328
Autriche	:	:	12 821	:	:	:	:	18 715	:	:	:
Pologne	:	41 440(i)	:	47 433	50 426	52 474	55 602	56 179	56 433	55 174	56 918
Portugal	:	:	:	:	11 586	:	13 580	:	15 752	:	17 724(e)
Slovénie	:	:	3 745(i)	4 767(i)	4 897(i)	4 489	4 022	4 285	4 427	4 336	4 497
Slovaquie	:	:	:	10 249	9 711	10 010	9 993	10 145	9 204	9 955	9 585
Finlande	16 937	:	18 589	:	20 857	:	26 412	30 431	32 677	:	:
Suède	26 515	:	30 495	:	33 665	:	36 878	:	39 921(i)	:	:
Royaume-Uni	124 226	135 064	139 183	145 792	152 331(s)	145 863	146 541(s)	158 586(s)	:	:	:
Islande	688(s)	709(s)	815(s)	846(s)	1 076(s)	890(s)	1 456	1 533	1 577	:	1 869
Norvège	13 460	:	14 763	:	15 928	:	17 490	:	18 295	:	19 722
Japon	598 333(i)	622 410(i)	641 083(i)	658 866(i)	673 421(i)	617 365b(i)	625 442(i)	652 845(i)	658 910(i)	647 572(i)	675 898(i)
États-Unis	981 659(i)	:	1 013 772b(i)	:	1 035 995(i)	:	1 159 908(i)	:	1 261 227(i)	:	:

Les chercheurs (RSE) sont des spécialistes travaillant à la conception ou à la création de connaissances, de produits, de procédés, de méthodes et de systèmes nouveaux et à la gestion des projets concernés. Font également partie de cette catégorie les cadres de direction et les administrateurs ayant des activités de planification et de gestion des aspects scientifiques et techniques des travaux des chercheurs ainsi que les étudiants diplômés ayant des activités de R & D. Un équivalent temps plein (ETP) peut être considéré comme une personne-année. Ainsi, une personne qui consacre normalement 40 % de son temps à la R & D et le reste à d'autres activités (enseignement, administration universitaire et orientation, par exemple) ne devrait représenter que 0,4 ETP — manuel de Frascati.



Part du personnel de recherche et de développement en 2001

En % de la main-d'œuvre



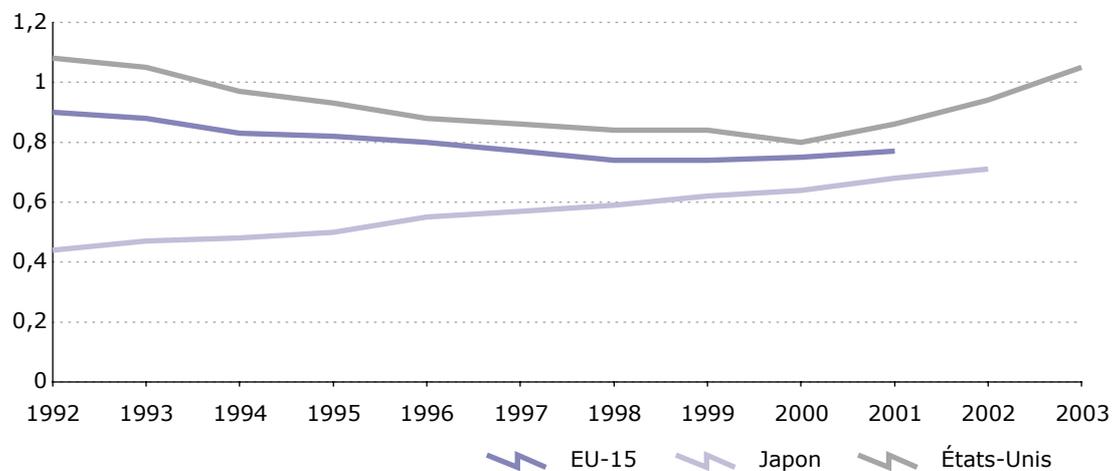
Comprend les données estimées.

Le personnel de R & D inclut toutes les personnes employées directement pour la R & D, plus les personnes fournissant des services directs à la R & D, comme les cadres, le personnel administratif et le personnel de bureau. Les données concernant les effectifs mesurent le nombre total de personnel de R & D employé principalement ou en partie pour la R & D. Dans les effectifs, le personnel de R & D est exprimé en pourcentage de la main-d'œuvre (qui comprend la population de plus de 15 ans employée ou non mais pas inactive).



Crédits budgétaires publics de R & D

En % du PIB

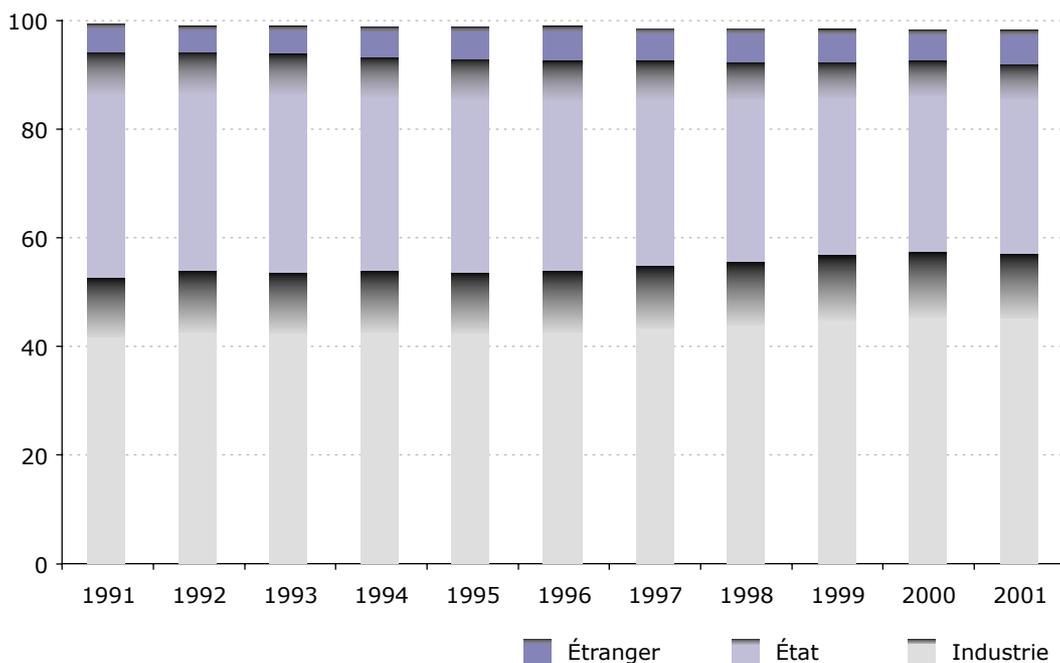


1995, 1996, 2000 et 2001 pour l'EU-15 et l'EUR-12: valeurs estimées; 2002 pour le Japon et les États-Unis: valeurs provisoires; 2003 pour les États-Unis: prévisions.

Les données sur les crédits budgétaires publics du gouvernement pour les dépenses de R & D (CBPRD) se rapportent aux provisions budgétaires et non aux dépenses réelles, c'est-à-dire que le CBPRD mesure le soutien du gouvernement à la R & D en utilisant des données collectées à partir des budgets. Le CBPRD est une méthode pour mesurer le soutien du gouvernement à la R & D. Le CBPRD est exprimé en pourcentage du PIB.

Dépenses de R & D dans l'EU-15, par source de fonds

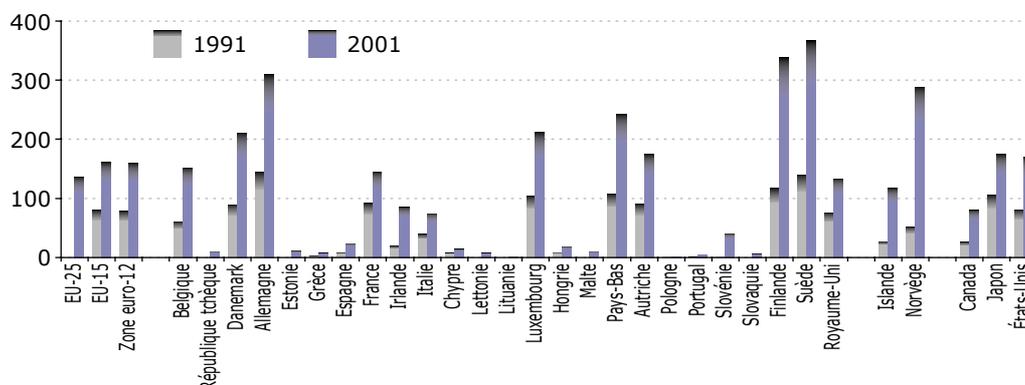
En %



Valeurs estimées.

Source: OCDE.

Nombre de demandes de brevet à l'Office européen des brevets (OEB) Par million d'habitants



Les chiffres pour le Liechtenstein ont été 1 171 (1991) et 1 080 (2001).

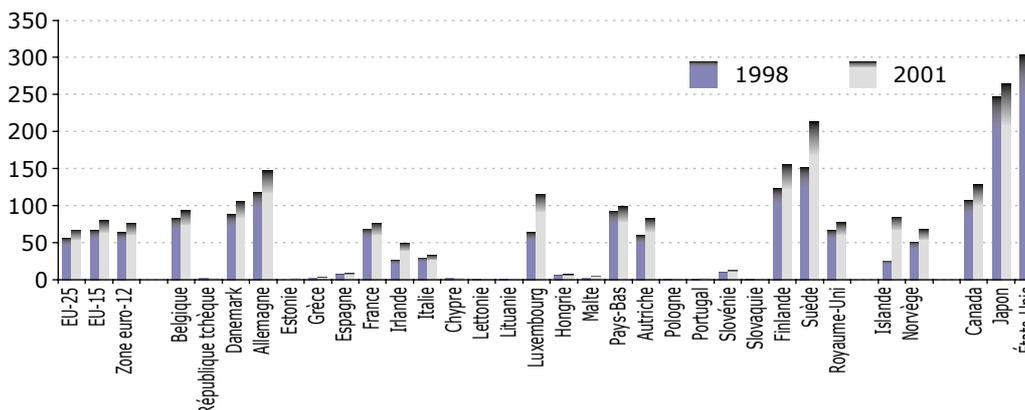
Comprend les données estimées.

Les données se rapportent aux demandes enregistrées directement dans le cadre de la convention sur le brevet européen ou aux demandes enregistrées dans le cadre du traité de coopération en matière de brevets et désignant l'OEB (Euro-PCT). Les demandes de brevet sont comptées en fonction de l'année au cours de laquelle elles sont enregistrées au niveau de l'OEB et réparties selon la classification internationale des brevets (CIB). Elles sont aussi réparties en fonction du lieu de résidence de l'inventeur. On utilise un comptage fractionnaire en cas de plusieurs inventeurs ou de plusieurs classes CIB afin d'éviter le double comptage.

Dans l'EU-15, le nombre de demandes de brevet adressées à l'Office européen des brevets (OEB) a doublé de 1991 à 2001. La Suède, la Finlande et l'Allemagne ont enregistré les taux les plus élevés par million d'habitants en 2001

(plus de 300 brevets pour 1 million d'habitants). Leur taux est le double de celui du Japon et des États-Unis. Dans de nombreux pays, le taux a plus que doublé de 1991 à 2001 et a même quintuplé dans le cas de la Norvège.

Nombre de brevets accordés par l'United States Patent and Trademark Office (USPTO) Par million d'habitants



Comprend les données estimées.

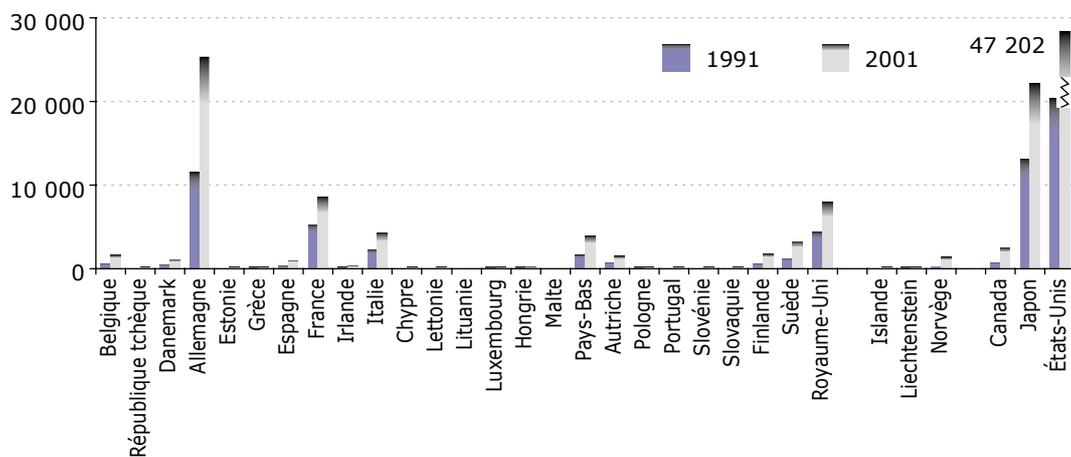
Les données USPTO se réfèrent aux brevets accordés par opposition aux demandes pour les données sur les brevets OEB. Les données sont enregistrées en fonction de l'année de publication par opposition à l'année au cours de laquelle elles sont enregistrées, pour les données OEB. La raison est qu'aux États-Unis, au moins dans le passé, les brevets sont publiés seulement lorsqu'ils sont accordés. Les brevets sont répartis en fonction du pays de l'inventeur, en utilisant un comptage fractionnaire dans les cas de plusieurs inventeurs et de plusieurs pays. La méthodologie utilisée n'est pas harmonisée avec celle d'Eurostat et, par conséquent, la comparaison entre les données relatives aux brevets OEB et USPTO devrait être considérée avec prudence.

En 2001, les taux les plus élevés de brevets délivrés par l'United States Patent and Trademark Office (exprimés en nombre de brevets par mil-

lion d'habitants) ont été atteints par les États-Unis, le Japon, la Suède, la Finlande et l'Allemagne.



Demandes totales de brevets européens



2001: valeurs provisoires.

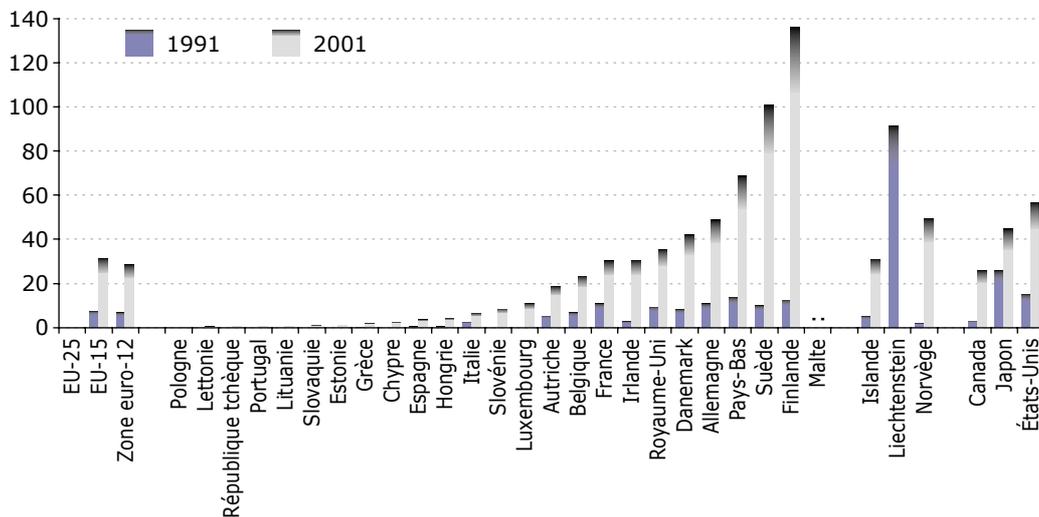
Le total des dépôts de brevets européens correspond aux demandes de protection d'une invention soit adressée directement à l'OEB soit classée dans le cadre du traité de coopération en matière de brevets et désignant l'OEB (Euro-PCT), qu'ils aient été accordés ou non. Les données indiquent le nombre total de demandes par pays.

En 2001, près de 61 500 demandes de brevet ont été enregistrées dans les vingt-cinq pays formant l'actuelle Union. L'augmentation du

nombre de demandes de brevet révèle une croissance significative des activités de recherche et de développement en Europe.

Brevets européens de haute technologie

Par million d'habitants



Comprend les données estimées.

Les données font référence au pourcentage de brevets déposés directement auprès de l'OEB ou par le biais du traité de coopération en matière de brevets et désignant l'OEB (Euro-PCT) dans le domaine des brevets des technologies de pointe par million d'habitants dans un pays. La définition des brevets des technologies de pointe utilise les sous-catégories spécifiques de la CIB telles qu'elles sont définies dans le rapport statistique trilatéral de l'OEB, du JPO (Japon Patent Office) et de l'USPTO.

Le taux de demandes de brevet (par rapport à la population) de haute technologie traduit les résultats des efforts consentis en faveur de la recherche et du développement. En 2001, le «top 10» des pays pour les brevets de haute

technologie comprenait la Finlande, la Suède, les Pays-Bas, les États-Unis, la Norvège, l'Allemagne, le Japon, le Danemark, le Royaume-Uni et l'Islande.

Dépense intérieure brute de recherche et de développement expérimental (DIRD)

En % du PIB



	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-25	:	:	:	1,86(s)	1,84(s)	1,83(s)	1,83(s)	1,88(s)	1,91(s)	1,93(s)	:	:
EU-15	1,92(s)	1,94(s)	1,91(s)	1,89(s)	1,88(s)	1,87(s)	1,88(s)	1,92(s)	1,95(s)	1,98(s)	1,99(s)	:
Zone euro	1,86(s)	1,89(s)	1,84(s)	1,83(s)	1,82(s)	1,81(s)	1,82(s)	1,87(s)	1,89(s)	1,91(s)	1,92(s)	:
Belgique	:	1,70(e)	1,69(e)	1,72(er)	1,80(er)	1,87(er)	1,90(er)	1,96(er)	2,04(er)	2,17(er)	:	:
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	:	1,23	1,22	:	:
Danemark	1,68(e)	1,74	:	1,84	1,85(e)	1,94	2,06(ei)	2,10(r)	2,27(er)	2,4	:	:
Allemagne	2,40(eir)	2,33(ir)	2,24(eir)	2,25(ir)	2,25(eir)	2,29(r)	2,31(eir)	2,44(r)	2,49(eir)	2,51(r)	2,51(eir)	:
Estonie	:	:	:	:	:	:	0,61	0,75	0,66	0,78	:	:
Grèce	:	0,47	:	0,49	:	0,51	:	0,67(e)	:	0,64(e)	:	:
Espagne	0,88	0,88	0,81	0,81	0,83(e)	0,82	0,89(e)	0,88	0,94(er)	0,95(r)	:	:
France	2,38	2,4	2,34	2,31	2,3	2,22	2,17	2,18	2,18(b)	2,23	2,20(e)	:
Irlande	1,04(e)	1,17(e)	1,31(e)	1,34(e)	1,32(e)	1,28(e)	1,25(ei)	1,20(e)	1,15	1,17	:	:
Italie	1,18	1,13	1,05	1	1,01	1,05(br)	1,07(r)	1,04(r)	1,07	1,11	:	:
Chypre	:	:	:	:	:	:	0,23	0,25	0,25	0,27	:	:
Lettonie	0,59	0,49	0,42	0,53	0,47	0,42	0,45	0,4	0,48	0,44	:	:
Lituanie	:	:	0,52	0,46	0,52(b)	0,56	0,56	0,52	0,6	0,69	:	:
Luxembourg	:	:	:	:	:	:	:	:	1,71(r)	:	:	:
Hongrie	1,05(i)	0,98(i)	0,89(i)	0,73(i)	0,65(i)	0,72(i)	0,68(i)	0,69(i)	0,80(i)	0,95(i)	:	:
Pays-Bas	1,9	1,93(b)	1,97	1,99	2,03	2,04	1,94	2,02(r)	1,90(r)	1,89(r)	:	:
Autriche	1,45(e)	1,47	1,54(ei)	1,56(ei)	1,60(ei)	1,71(ei)	1,78	1,86(ei)	1,84(ei)	1,90(eip)	1,93(eip)	:
Pologne	:	:	:	:	:	:	:	0,7	0,66	0,64	0,59	:
Portugal	0,61	:	:	0,57(r)	:	0,62	:	0,75(r)	:	0,85(e)	:	:
Slovénie	1,91	1,60(bi)	1,76(i)	1,61(i)	1,36	1,35	1,4	1,44	1,46	1,57	:	:
Slovaquie	:	:	0,9	0,93	0,92	1,09	0,79	0,66	0,65	0,64	0,58	:
Finlande	2,13	2,18	2,29	2,28	2,54	2,71	2,88	3,23	3,4	3,41	3,49(f)	:
Suède	:	2,99	:	3,35	:	3,55	3,62(e)	3,65	:	4,27	:	:
Royaume-Uni	2,08	2,11	2,06	1,97	1,9	1,82	1,81	1,84	1,84(r)	1,89(r)	1,84(f)	:
Islande	1,32(i)	1,33	1,38(i)	1,54	:	1,88	2,07	2,38	2,76(e)	3,06	3,09(f)	:
Norvège	:	1,72	:	1,7	:	1,64	:	1,65	:	1,6	:	:
Japon	2,89(i)	2,83(i)	2,77(i)	2,90(i)	2,78(bi)	2,84(i)	2,95(i)	2,96(i)	2,99(i)	3,07(i)	:	:
États-Unis	2,62(i)	2,50(i)	2,40(i)	2,49(i)	2,53(i)	2,56(i)	2,59(i)	2,63(i)	2,70(i)	2,72(i)	2,64(ip)	2,59(ip)

L'indicateur fourni est la DIRD en pourcentage du PIB. «La recherche et le développement expérimental (R & D) englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications» (manuel de Frascati, édition 2002, paragraphe 63). La R & D est une activité caractérisée par des transferts de ressources importants entre unités, organisations et secteurs, et il est important de suivre la trace des fonds de R & D.

Dépenses totales de R & D en 2001

En % du PIB



Suède	4,27	3,41	3,07	3,06	2,72	2,51	2,40	2,23	2,17	1,93	1,90	1,89	1,89	1,60	1,57	1,22	1,17	1,11	0,95	0,95	0,85	0,78	0,69	0,64	0,64	0,64	0,44	0,27	
Finlande																													
Japon																													
Islande																													
États-Unis																													
Allemagne																													
Danemark																													
France																													
Belgique																													
EU-25																													
Autriche																													
Pays-Bas																													
Royaume-Uni																													
Norvège																													
Slovénie																													
République tchèque																													
Irlande																													
Italie																													
Espagne																													
Hongrie																													
Portugal																													
Estonie																													
Lituanie																													
Grèce																													
Pologne																													
Slovaquie																													
Lettonie																													
Chypre																													

EU-25, Belgique, Grèce, Autriche et Portugal: valeurs estimées.

Les quatre indicateurs fournis sont: dépenses intérieures brutes de recherche et de développement (DIRD) en pourcentage du PIB, pourcentage des DIRD financées par l'industrie, pourcentage des DIRD financées par les pouvoirs publics et pourcentage des DIRD financées par l'étranger. «La recherche et le développement expérimental (R & D) englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications» (manuel de Frascati, édition 2002, paragraphe 63). Les activités de R & D se caractérisent par des transferts massifs de ressources entre unités, organisations et secteurs qu'il est important d'observer.

La société de l'information

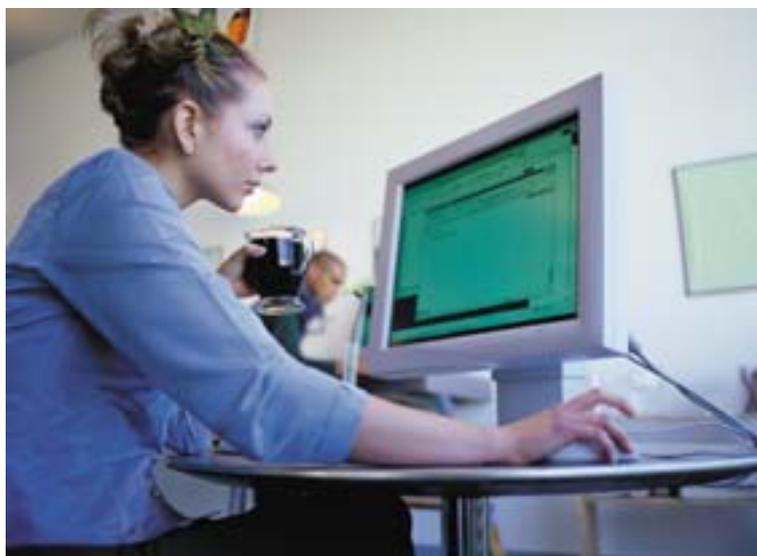
Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Accès des ménages aux technologies de l'information et de la communication (TIC)
- Accès des entreprises aux technologies de l'information et de la communication
- Dépenses pour les TIC
- Commerce électronique
- Structures commerciales des différents segments du marché des télécommunications
- Prix de certains services de télécommunications typiques

La société de l'information: une opportunité pour l'Europe...

Les technologies de l'information se développent rapidement de jour en jour. Toutefois, la société de l'information, une société dont la richesse et la croissance sont fondées sur son aptitude à gérer efficacement l'information, n'est pas un simple phénomène technique; elle transforme notre façon de communiquer, de faire des affaires et de vivre. La société de l'information offre à l'Europe et à ses citoyens de nouvelles opportunités.



... et un défi à relever pour les statisticiens

Le suivi de l'évolution rapide, dont l'internet et d'autres moyens d'information et de communication sont le moteur, représente un défi dont les statisticiens ont bien conscience. Ils doivent repenser leurs outils statistiques et la façon de les utiliser au mieux pour répondre aux nouvelles exigences de données concernant tous les aspects de la société de l'information. Ils coopèrent avec les différents types d'utilisateurs de données pour identifier et analyser les nouveaux besoins.

La société de l'information dans l'Annuaire Eurostat

L'annuaire Eurostat a introduit une nouvelle section sur la société de l'information dans son édition 2000, afin de présenter les variables de

base concernant ce phénomène, surtout les ordinateurs hôtes de l'internet, les internautes et les téléphones mobiles.

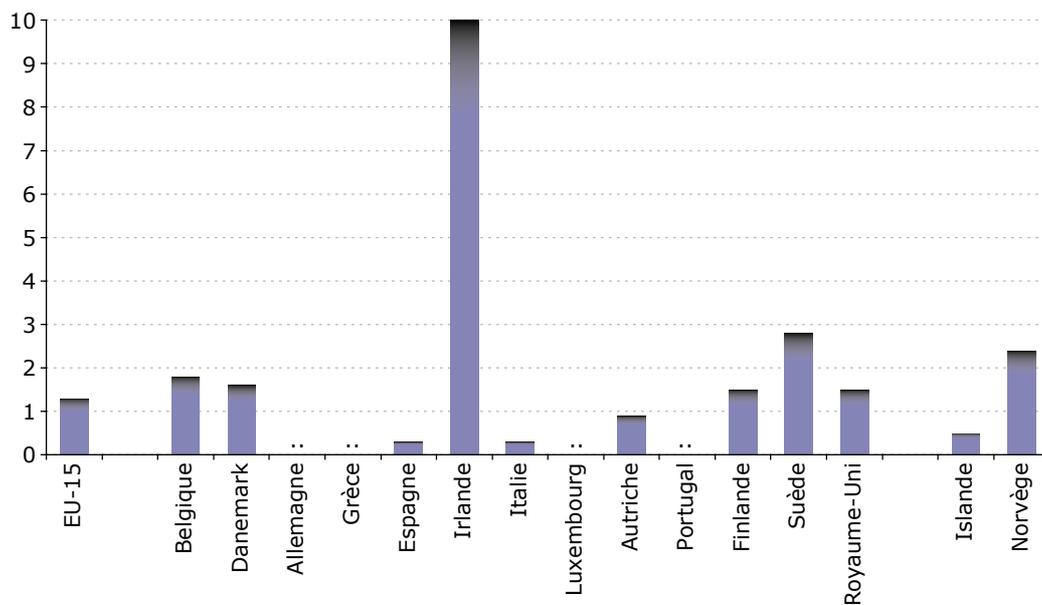
- Les **ordinateurs hôtes de l'internet** sont des ordinateurs connectés à l'internet qui fournissent des données et services à d'autres ordinateurs. Le dénombrement automatique des ordinateurs hôtes est, pour de nombreuses statistiques, effectué au niveau national et limité aux domaines de niveau supérieur à l'indicatif de pays (noms de domaine tels que «.de», «.uk» ou «.fr»). C'est également le cas pour les chiffres indiqués dans cette section. En fonction des inscriptions, certaines statistiques attribuent également des codes de domaines génériques (par exemple, «.com» et «.org») aux pays. On obtient ainsi des chiffres plus élevés que si l'on se limitait à compter les domaines de niveau supérieur à l'indicatif de pays.
- Le **niveau d'accès à l'internet** est communiqué séparément pour les ménages et pour les entreprises.



- Les **téléphones mobiles** ont fait leur apparition en Europe au début des années 80. Handicapés par leur poids et leur besoin en énergie, ils ont été, à leur début, surtout utilisés dans les automobiles. Ils sont ensuite devenus plus légers, meilleur marché et techniquement plus évolués, si bien que le marché a peu à peu décollé, surtout dans la seconde moitié des années 90.

Commerce électronique

% du chiffre d'affaires des entreprises provenant du commerce électronique en 2003

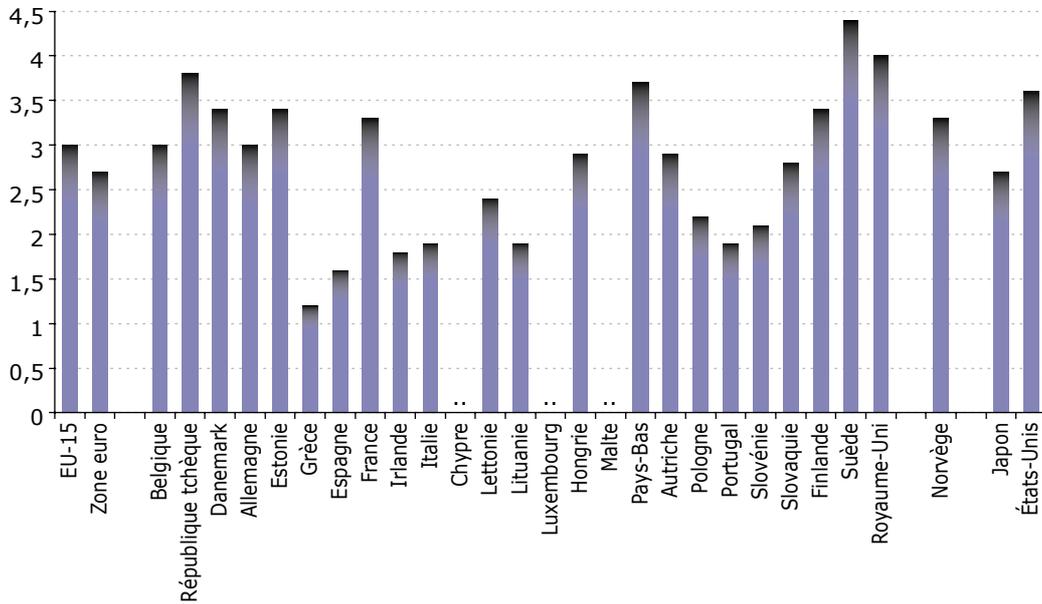


Les informations proviennent des enquêtes réalisées par les instituts nationaux de statistique sur l'utilisation des TIC par les entreprises. L'indicateur correspond aux recettes réalisées par les entreprises grâce à la vente par l'internet, en pourcentage du chiffre d'affaires total. Les ventes effectuées par l'intermédiaire d'autres réseaux, par exemple EDI, ne sont pas incluses. Seules les entreprises comptant au moins 10 salariés sont couvertes.



Dépenses consacrées aux TIC – Dépenses de TI en 2003

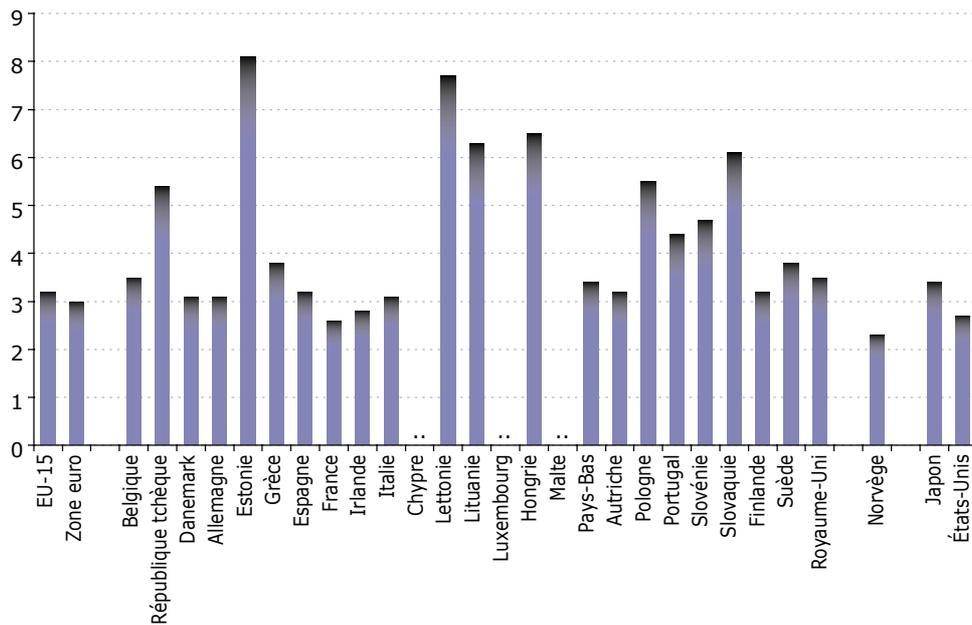
En % du PIB



Données annuelles sur les dépenses consacrées au matériel, à l'équipement, aux logiciels et autres services liés aux technologies de l'information (TI), en pourcentage du PIB.

Dépenses consacrées aux TIC – Dépenses de télécommunications en 2003

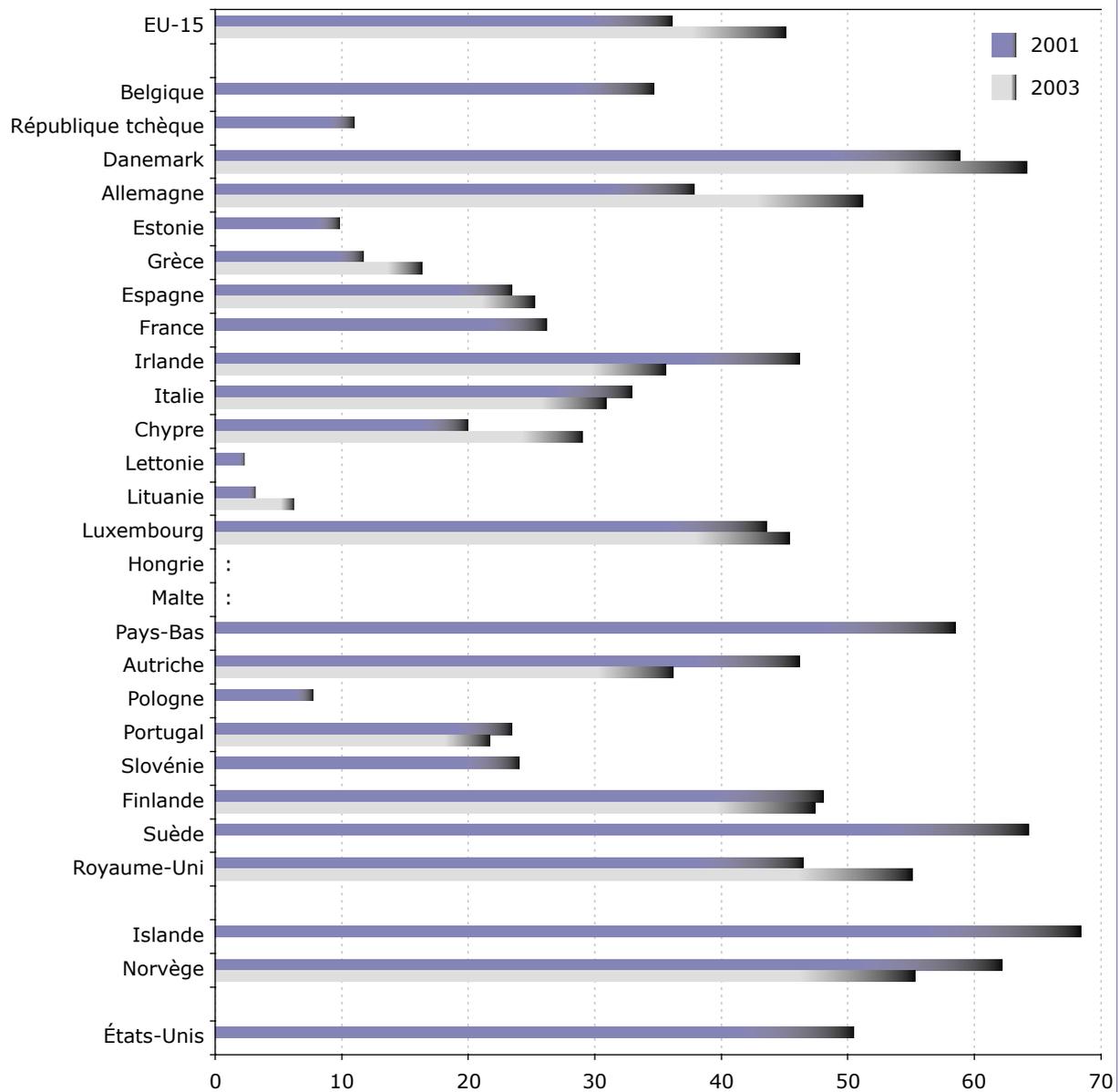
En % du PIB



Données annuelles sur les dépenses consacrées au matériel, à l'équipement, aux logiciels et autres services liés aux télécommunications, en pourcentage du PIB.

Niveau d'accès à l'internet – Ménages

En %



Pourcentage des ménages ayant un accès à l'internet à domicile. Toutes les formes de l'internet sont incluses. La population considérée est âgée de 15 ans ou plus.

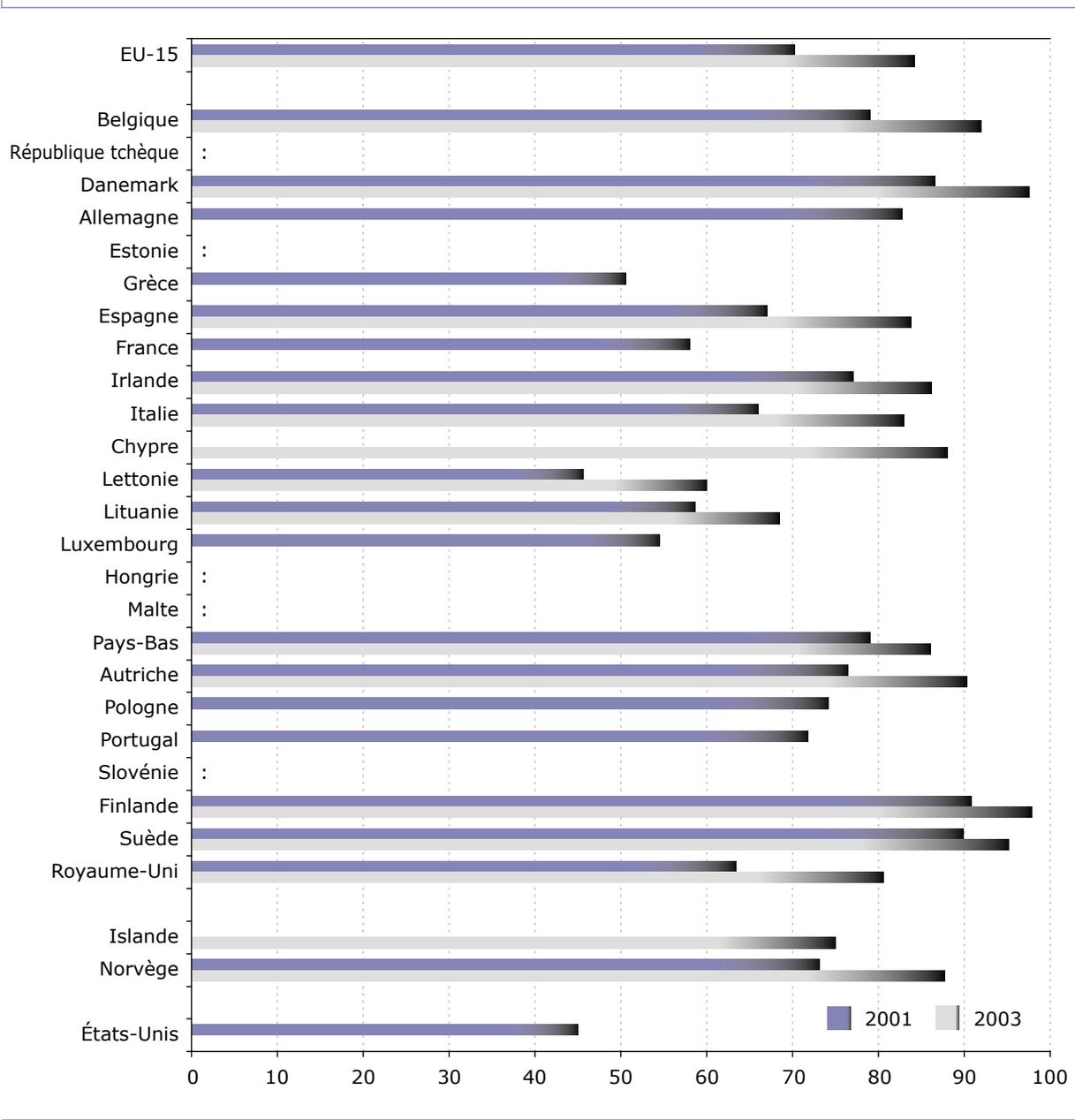


Le nombre de ménages et d'entreprises disposant d'un accès à l'internet a augmenté. En 2003, le taux de ménages ayant accès à l'internet dans l'EU-15 était de 45 %. Le taux d'accès des entreprises est plus élevé encore, atteignant dans certains pays 90 % de toutes les entreprises (employant plus de 9 salariés). Ainsi,

le niveau d'accès à l'internet des entreprises était en 2003 de 98 % au Danemark et en Finlande, 95 % en Suède, 92 % en Belgique et 90 % en Autriche. Dans tous les autres pays de l'actuelle EU-25 pour lesquels des données sont disponibles, ce niveau dépassait 60 %.

Niveau d'accès à l'internet – Entreprises

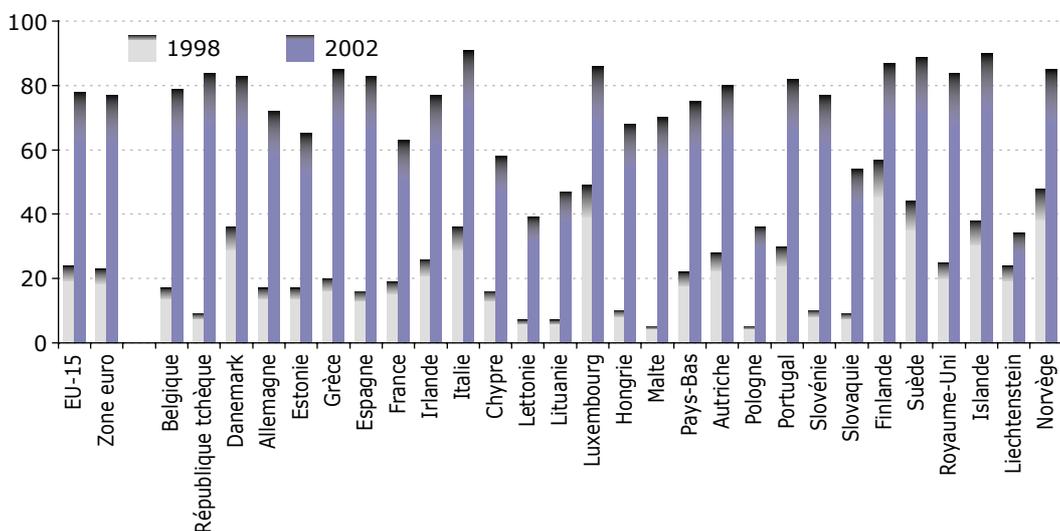
En %



Seules les entreprises occupant plus de 9 personnes sont incluses. La couverture de l'enquête est la suivante: sections D et G-K de la nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (NACE). Les données sont fournies par les offices nationaux de statistique dans le cadre de l'enquête d'Eurostat sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les entreprises.

Abonnés aux services de téléphonie mobile

Pour 100 habitants



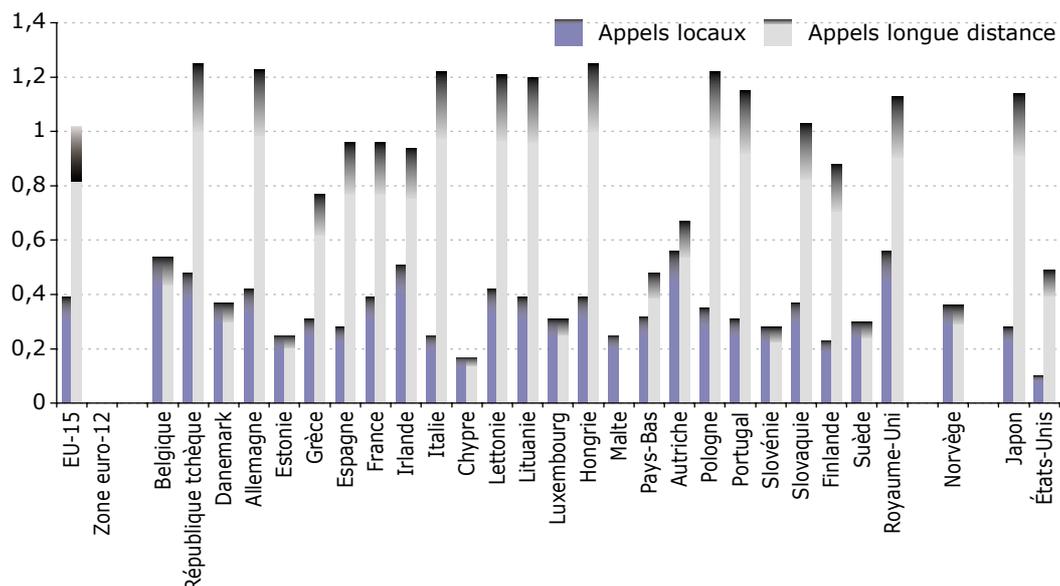
Indicateur du nombre d'abonnements aux systèmes publics de télécommunications mobiles faisant appel à la technologie cellulaire par rapport à la population. Le nombre total d'abonnements à des téléphones portables dans le pays est divisé par le nombre d'habitants du pays et multiplié par 100. Les cartes prépayées actives sont considérées comme des abonnements. Une personne peut avoir plusieurs abonnements.

De 1991 à 2002, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a augmenté régulièrement: jusqu'en 1993, le taux pour 100 habitants était de 10 dans beaucoup de pays européens; en 2002, il dépassait souvent 80. Les taux les plus

élevés étaient signalés en Italie, en Suède, en Finlande, au Luxembourg et en Grèce. Le nombre de téléphones mobiles utilisés correspond grosso modo au nombre d'abonnements.

Prix des télécommunications en 2002

En EUR



L'indicateur donne le prix en euros d'un appel local (3 km), respectivement national (200 km), d'une durée de 10 min, passé à 11 heures du matin, en semaine (TVA incluse). Les prix se réfèrent au mois d'août de chaque année. Les tarifs normaux, sans prix spéciaux, sont utilisés.



Prix des télécommunications – Appels vers les États-Unis

En EUR

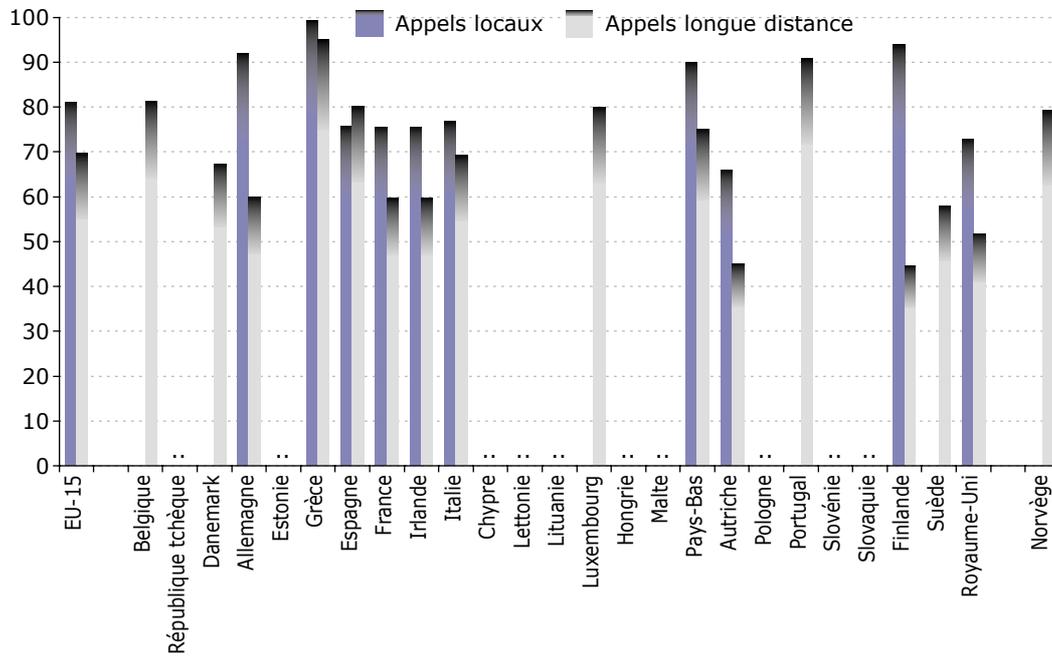


	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-15	6,63	4,49	3,48	3,09	2,63	2,22	2,13
Belgique	7,5	6	5,95	5,95	1,84	1,83	1,94
République tchèque	:	:	:	:	:	3,4	:
Danemark	6,72	5,27	4,73	4,73	2,73	2,73	2,39
Allemagne	7,41	4,32	2,45	2,45	1,23	1,23	1,23
Estonie	:	:	:	:	:	2,6	:
Grèce	7	5,82	5,82	3,26	2,91	2,95	2,95
Espagne	6,17	6,08	4,53	4,25	4,25	2,21	1,53
France	6,78	3,44	3,05	2,97	2,97	2,34	2,34
Irlande	4,61	3,68	2,92	2,92	1,91	1,91	1,91
Italie	7,26	4,99	3,63	2,79	2,79	2,24	2,12
Chypre	:	:	:	:	:	1,7	:
Lettonie	:	:	:	:	:	6,9	:
Lituanie	:	:	:	:	:	8,1	:
Luxembourg	7,37	5,67	2,74	2,06	1,44	1,44	1,44
Hongrie	:	:	:	:	:	3,8	:
Malte	:	:	:	:	:	12,7	:
Pays-Bas	8,48	2,77	0,9	0,78	0,78	0,76	0,85
Autriche	9,21	5,76	6,08	4,32	4,32	3,77	3,77
Pologne	:	:	:	:	:	10,5	:
Portugal	8,25	6,14	4,23	3,68	2,89	2,94	2,94
Slovénie	:	:	:	:	:	1,9	:
Slovaquie	:	:	:	:	:	2,7	:
Finlande	8,31	7,43	5,65	5,68	4,8	4,84	4,84
Suède	5,4	4,9	4,9	1,12	1,12	1,12	1,12
Royaume-Uni	3,92	3,37	3,37	3,37	3,37	3,37	3,37
Norvège	5,68	3,48	2,1	1,21	1,18	0,92	0,86
Japon	13,49	15,94	6,07	4,86	4,86	4,86	4,86

L'indicateur donne le prix en euros d'un appel international (vers les États-Unis) d'une durée de 10 min, passé à 11 heures du matin, en semaine (TVA incluse). Les prix se réfèrent au mois d'août de chaque année. Les tarifs normaux, sans prix spéciaux, sont utilisés.

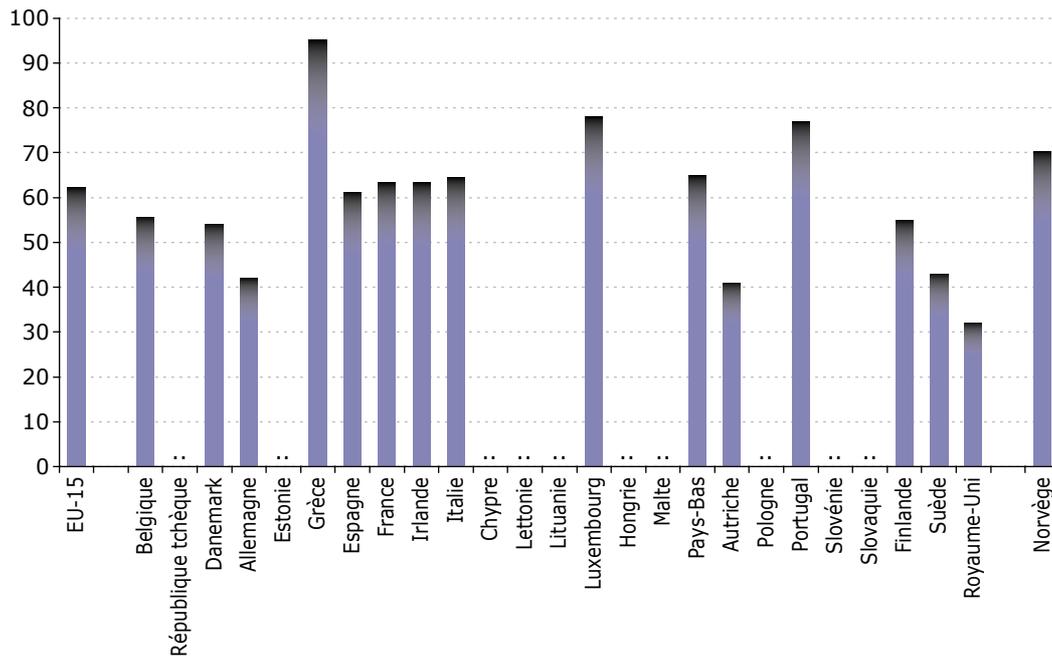


Part de marché de l'opérateur historique dans les télécommunications fixes en 2002



L'opérateur historique est défini comme l'entreprise active sur le marché juste avant la libéralisation. La part de marché est calculée comme la part des revenus des ventes au détail de l'opérateur historique dans le marché total. Un appel local est un appel passé à l'intérieur des réseaux locaux. Un appel longue distance est un appel d'un réseau local à un autre.

Part de marché de l'opérateur historique dans les télécommunications fixes – Appels internationaux en 2002



On entend par «opérateur historique» l'entreprise présente sur le marché juste avant la libéralisation. Sa part de marché correspond au pourcentage des revenus générés par les ventes au détail dans le marché total.